
CONSULTATION ARCEP REMEDES PROJET DE DECISION

Réponse détaillée – Groupe TF1

Contact : Frédéric Denizet – fdenizet@tf1.fr

Dans le cadre de la consultation publique lancée par l'ARCEP le 27 février 2012 sur la base de son projet de décision relatif à la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre, la chaîne TF1 souhaite une fois de plus souligner la qualité du travail réalisé par l'ARCEP et accueille chaleureusement la volonté de l'autorité à mettre en place un nouveau cycle de régulation sur le marché amont de la diffusion audiovisuelle. Néanmoins, nous souhaitons alerter l'ARCEP sur la criticité de points majeurs, tels que présentés dans son rapport, qui selon nous mettent en cause la performance attendue du prochain cycle de régulation. Enfin, il nous semble impératif que ce nouveau cycle ne soit pas associé à un arrêt prochain de la régulation étant donné le caractère long terme des investissements consentis par l'ensemble des acteurs sur ce marché.

Afin de permettre une régulation performante dans le cadre proposé par l'ARCEP, il est nécessaire que les trois points suivants puissent être observés par le régulateur : 1. La réactivité pour la mise-à-jour de la liste des sites non-réplicables, 2. La tarification des sites non-réplicables, 3. La possibilité offerte aux multiplex et aux chaînes de participer aux recours devant l'ARCEP.

1. La réactivité pour la mise-à-jour de la liste des sites non-réplicables

Nous estimons que la liste des sites non-réplicables est largement sous-dimensionnée au regard des retours que nous avons des opérateurs alternatifs et du faible taux de sites alternatifs dans les réponses aux appels d'offres. Il est donc impératif que l'ARCEP réétudie de façon substantielle la liste de ces sites.

Un tel chantier peut sortir du calendrier de démarrage du prochain cycle de régulation. Afin d'y remédier, la liste des sites non réplicables devrait pouvoir être mise à jour régulièrement avec les sites dont il est démontré qu'ils ne peuvent être répliqués (en accord avec les conditions de l'ARCEP) ; à charge pour chacun des opérateurs de dresser la liste, et à l'ARCEP de statuer. Il est important que ces requêtes soient traitées avec une réactivité suffisante durant le cycle de régulation afin qu'il soit en phase avec les réalités terrain.

Réciproquement, il conviendrait de retirer de la liste les sites alternatifs déployés à l'image de Nîmes et Dijon.

2. La tarification des sites non-réplicables

L'ARCEP impose avec justesse une orientation vers les coûts courants économiques des tarifs sur les sites non-réplicables. Afin d'améliorer la visibilité et la cohérence du calcul des coûts, le régulateur propose de mettre en place une modélisation plus fine que celle utilisée dans le précédent cycle.

Cependant, sur la base de notre connaissance du marché amont de la diffusion et compte tenu de notre expérience acquise sur le déploiement de sites alternatifs, nous estimons que la marge opérée par l'opérateur historique sur les sites du réseau principal est considérable, injustifiée, et inacceptable. Elle découle directement de la position incontournable de l'opérateur TDF associée à l'opacité des coûts réels site à site.

Aussi, Il nous paraît essentiel que la régulation détaillée se base sur la réalité des coûts réels site à site. En ce sens, nous souhaitons la plus grande transparence dans la fourniture des données portant sur le modèle de coûts ainsi que les résultats obtenus afin que puisse être engagé un véritable débat contradictoire entre éditeurs, diffuseurs alternatifs et TDF, sous l'arbitrage de l'ARCEP.

A défaut d'une règle stricte de ce type, il nous paraît que les prix d'hébergement soient revus à la baisse dès 2013 de plus de 30%, du fait de l'arrivée de deux multiplex supplémentaires (augmentation de 25% du CA) et de l'existence d'une marche actuelle dépassant largement ce chiffre.

3. La possibilité offerte aux multiplex et aux chaînes de participer aux recours devant l'ARCEP

Lorsque les opérateurs de multiplex et les chaînes le jugent utile, nous souhaitons qu'il leurs soit offert la possibilité d'accompagner les opérateurs alternatifs dans les recours à l'ARCEP. Dans le cadre de leurs missions, les opérateurs de multiplex et les chaînes qui les composent peuvent être à même de pouvoir apporter des compléments d'information pertinents lorsqu'un manquement au bon développement de la concurrence est observé. Sans aucune velléité d'encombrer les services de l'ARCEP, il est important que le régulateur considère la pertinence et le dynamisme de l'ensemble des acteurs du marché au-delà des consultations publiques tri-annuelle qu'il provoque.